

Service risques et installations classées (SRIC)
12/14, rue des Archives
94011 Créteil Cedex

Créteil, le 06 Mai 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCUC CHAUFFERIE DU PALAIS F

ROUTE DE CHOISY
94000 Créteil

Références : DRIEAT-IF/UD94/SRIC/PADVME/2024/AH/N°148GR
Code AIOT : 0006506494

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2024 dans l'établissement SCUC CHAUFFERIE DU PALAIS F implanté ROUTE DE CHOISY 94000 Créteil. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCUC CHAUFFERIE DU PALAIS F
- ROUTE DE CHOISY 94000 Créteil
- Code AIOT : 0006506494
- Régime : Enregistrement

La société SCUC - Palais située à Route de Choisy à Créteil, coordonnées GPS 48.785659, 2.448131 est constituée de cinq chaudières qui permettent l'alimentation en eau chaude sanitaire et en chauffage pour la ville de Créteil. En fonctionnement normal, cette chaufferie utilise la chaleur transmise par VALO'MARNE. Elle redistribue la chaleur de cet incinérateur vers les chaufferies exploitées par la SCUC (A Nord, BD, C et E).

La puissance thermique totale de l'installation est de : 36,64MW. Les caractéristiques techniques des chaudières sont stipulées ci-dessous :

- Chaudière n°1 identifiée sous le n°23-6986, de type GLOBAL NO 11 et de marque DANSTOKER fabriquée en 2003. Sa puissance thermique maximale est de 7,5 MW ;
- Chaudière n°2 identifiée sous le n°Z271606022, de type D6905 et de marque GUILLOT fabriquée en 2006. Sa puissance thermique maximale est de 7,6 MW ;
- Chaudière n°3 identifiée sous le n°Z132805901, de type D6905 et de marque GUILLOT fabriquée en 2008. Sa puissance thermique maximale est de 7,6 MW ;

- Chaudière n°4 de type TOTAL TUB-D et de marque GUILLOT fabriquée en 2008. Sa puissance thermique maximale est de 6,96 MW ;
- Chaudière n°5 identifiée sous le n°71210281, de type T6000 et de marque GUILLOT fabriquée en 1969. Sa puissance thermique maximale est de 6000Th/H soit 6,98 MW.

La plaque d'identification de la chaudière n°4 était absente lors de l'inspection. Les informations renseignées de cette chaudière proviennent du rapport d'inspection du 26 mars 2021.

Sur le site se trouve également trois cuves de fioul enterrées de volume individuel de 100 000 l (100 m³), en doubles enveloppes et reliées à des détecteurs de fuites. Il existe également deux autres cuves de contenance de 100 000 l (100 m³) chacune, mais elles sont neutralisées.

Le site SCUC-Palais relève des rubriques suivantes au titre de la nomenclature des installations classées : 2910-A-1 [E] et 4734-1-c [DC].

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité de l'installation	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
2	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
6	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 33	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	Mesure en continu pour les installations de plus de 20 MW	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 78	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Assurance qualité mesure en continu	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 83	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois
10	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 86	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Propreté de l'installation	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 17	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 21	Sans objet
5	Foudre	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Ainsi, lors de l'inspection du 14 mars 2024, qui consistait à vérifier la conformité de l'installation, vis-à-vis de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 et du code de l'environnement, neuf non-conformités ont été relevées :

- **Non-conformité n°1 :**
L'exploitant n'a pas justifié la conformité de l'installation à l'arrêté ministériel sus-visé (article 3 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018) ;
- **Non-conformité n°2 :**
Le plan de localisation des risques ne présente pas les zones susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre (article 15 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018) ;
- **Non-conformité n°3 :**
L'exploitant n'a pas indiqué de manière exhaustive à l'entrée de chacune des zones, les panneaux conventionnels correspondants aux risques rencontrés (article 15 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018) ;
- **Non-conformité n°4 :**
L'installation ne dispose pas de clôture ou de mur entourant l'établissement (article 30 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018) ;
- **Non-conformité n°5 :**
L'exploitant ne dispose pas de modes opératoires écrits (article 33 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018) ;
- **Non-conformité n°6 :**
L'exploitant ne dispose pas de retour de ces équipements de contrôle en continu (article 78 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018) ;
- **Non-conformité n°7 :**
L'exploitant n'a pas réalisé de QAL 2, QAL 3 et de AST depuis 2018 (article 83 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018) ;
- **Non-conformité n°8 :**
L'exploitant n'a pas transmis le rapport d'efficacité énergétique de son installation (article 86 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Réglementation
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.
Constats : L'exploitant n'a pas justifié la conformité de l'installation vis-à-vis de l'arrêté ministériel sus-visé, comme demandé dans le rapport d'inspection du 26/03/2021.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier de la conformité de l'installation vis-à-vis de l'arrêté ministériel sus-visé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Plan
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant signale la nature du risque dans chacune de ces parties sur un panneau conventionnel. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.
Constats : Il existe un plan de localisation des risques qui est affiché sur le site mais les risques ATEX n'y sont pas identifiés. L'exploitant a présenté un rapport ATEX qui mentionne la présence de locaux ou emplacements ATEX. Le pictogramme ATEX est affiché à l'entrée du site. Il n'y a pas de signalisation du risque chimique à l'entrée de la zone où sont utilisés des agents chimiques.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit améliorer son plan de localisation des risques en rajoutant les zones identifiées ATEX. L'exploitant doit vérifier et mettre en place l'affichage des risques ATEX et chimiques à l'entrée des zones concernées par les risques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Propreté de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 17
Thème(s) : Autre, Déchets
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.
Constats : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

<p>1. D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; [...]</p> <p>3. D'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple), d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement permettent au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement permettant au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;</p> <p>4. D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les numéros d'urgence sont affichés au sein du site et il existe des moyens permettant d'alerter les secours.</p> <p>Il a été constaté la présence de DAAF (détecteur de fumée) qui, en cas d'alarme, alerte une centrale qui en retour peut déclencher les services d'incendie et les secours</p> <p>Il existe un poteau incendie situé à moins de 100 m de la limite de propriété du site.</p> <p>Le rapport de contrôle des moyens de lutte contre l'incendie, réalisé par la société SICLI le 20/06/2023, a été présenté.</p> <p>Ce rapport recense tous les moyens de lutte contre l'incendie de toutes les installations SCUC (ex : ECHAT OUEST, PALAIS...)</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Pour faciliter la lecture du rapport de vérification, il conviendrait d'établir un rapport par site ou d'au moins lister les équipements contrôlés par installation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre les dispositions relatives à la protection contre la foudre de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des</p>

installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
Constats : L'inspection a constaté la présence du rapport foudre du BUREAU VERITAS du 21/12/2023. Ce rapport n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30
Thème(s) : Risques accidentels, Protection
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. Une clôture ou un mur d'une hauteur minimale de 2 mètres entoure l'installation ou l'établissement.
Constats : L'accès à l'installation est restreint au personnel habilité. Il n'existe pas de clôture ou de mur qui entoure l'installation. Cette non-conformité avait déjà été mise en évidence lors de l'inspection du 26 mars 2021.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit procéder à la mise en sûreté de l'installation en mettant en place une clôture ou un mur autour de l'installation et de ces équipements. Si cela n'est pas possible à cause des limites de propriété, à minima de sécuriser les vitres, les portes et les zones donnant accès aux cuves de fioul.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 33
Thème(s) : Situation administrative, Surveillance
Prescription contrôlée : Les opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) et celles comportant des manipulations dangereuses font l'objet de consignes d'exploitation écrites, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. L'ensemble du personnel, y compris intérimaire, est formé à l'application de ces consignes. Ces consignes prévoient notamment : - les modes opératoires ;

<ul style="list-style-type: none"> - la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou traitement des pollutions et nuisances générées ; - les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux ; - la fréquence de contrôle de l'étanchéité et de l'attachement des réservoirs et de vérification des dispositifs de rétention ; - les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de consignes écrites, tenues à jour et affichées dans l'installation pour l'ensemble des opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.).</p> <p>Cette non-conformité avait déjà été mise en évidence lors de l'inspection du 26 mars 2021.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place des consignes écrites pour l'ensemble des opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 8 : Mesure en continu pour les installations de plus de 20 MW

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 78</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 20 MW la concentration en SO₂, en NO_x, en poussières et en CO dans les gaz résiduels est mesurée en continu.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a informé de l'impossibilité de réaliser des mesures en continu de son installation.</p> <p>Cela serait dû à la coupure de câbles réseau survenue lors des travaux du Grand Paris. Cependant, cette non-conformité avait déjà été relevée lors de l'inspection de 2021.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Réparer le réseau de transmission des mesures en continu</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : Assurance qualité mesure en continu

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 83</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Qualité</p>

Prescription contrôlée : Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST). Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST. Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé de QAL 2, QAL 3 et d'AST depuis 2018 dû au problème de son réseau. Cette non-conformité avait déjà été constatée lors de l'inspection du 26 mars 2021.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit réaliser l'ensemble des procédures d'assurance qualité et la vérification annuelle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 5 mois

N° 10 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 86
Thème(s) : Situation administrative, Consommation
Prescription contrôlée : L'exploitant limite ses rejets de gaz à effet de serre et sa consommation d'énergie. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique (rendements, rejets spécifiques de CO2). Pour les installations de puissance supérieure ou égale à 20 MW, l'exploitant fait réaliser tous les dix ans à compter de l'autorisation ou de l'enregistrement, par une personne compétente, un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, en se basant sur les meilleures techniques disponibles relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie. Le rapport établi à la suite de cet examen est transmis à l'inspection des installations classées, accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner.
Constats : Le rapport d'efficacité énergétique n'a pas été communiqué par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre le rapport de l'efficacité énergétique
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours